

## L'ÉTHIQUE SELON BARACK OBAMA

**Nelson M. Vera**

De Boeck Supérieur | « Finance & Bien Commun »

2008/2 N° 31-32 | pages 22 à 23

ISSN 2034-6824

Article disponible en ligne à l'adresse :

---

<http://www.cairn.info/revue-finance-et-bien-commun-2008-2-page-22.htm>

---

!Pour citer cet article :

---

Nelson M. Vera, « L'éthique selon Barack obama », *Finance & Bien Commun* 2008/2 (N° 31-32), p. 22-23.

DOI 10.3917/fbc.031.0022

---

Distribution électronique Cairn.info pour De Boeck Supérieur.

© De Boeck Supérieur. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

# L'éthique selon Barack Obama

Nelson M. Vera

Observatoire de la Finance

Dans sa campagne pour l'investiture démocrate à la présidentielle américaine, le président Barack Obama a prononcé deux discours historiques, qui ont suscité et suscitent un grand espoir : le discours contre le racisme du 18 mars 2008 à Philadelphie et, le plus important à mon sens, le discours du 26 mars 2008 à la Cooper Union à New York (dont le texte intégral est disponible sur [http://www.nytimes.com/2008/03/27/us/politics/27textobama.html?\\_r=1&pagewanted=print&oref=slogin](http://www.nytimes.com/2008/03/27/us/politics/27textobama.html?_r=1&pagewanted=print&oref=slogin)). Ce discours ouvre de nouvelles perspectives pour l'avenir tant des Etats-Unis que du reste de la planète.

En effet, Barack Obama y évoque deux grandes figures historiques de l'indépendance des Etats-Unis et de son fondement démocratique : Alexander Hamilton (1755-1804) et Thomas Jefferson (1743-1826). Alors que ce dernier fut l'auteur de la déclaration d'indépendance des Etats-Unis et son troisième président, Hamilton fut le premier secrétaire du Trésor et est connu comme le père de la théorie des « industries naissantes ». Cette politique menée par les Etats-Unis consistait - et consiste toujours - à protéger temporairement les industries naissantes par un solide soutien étatique, de préférence via des subventions et grâce à un total ou partiel protectionnisme douanier. Cela a fait des Etats-Unis un géant industriel et économique.

Cette inspiration historique n'est pas anodine pour Barack Obama. Hamilton croyait que cette tâche était intimement liée à la robustesse et la bonne santé de l'économie des Etats-Unis couplée au pouvoir du marché et à la conviction que l'activité humaine peut être stimulée et encouragée par des aides prudents de la part des gouverne-

ments. En d'autres termes, le gouvernement avait, pour Hamilton, un rôle important à jouer dans la promotion de la prospérité commune. En conséquence, Hamilton promut la manufacture et l'infrastructure.

Barack Obama nous rappelle néanmoins que Hamilton rencontra une opposition farouche à cet idéal de la part de Jefferson. Jefferson craignait en effet que ce type de capitalisme ne favorise indûment les intérêts d'une minorité sur la majorité de la population. Il préférait une économie agraire car celle-ci était fondée sur la liberté personnelle du propriétaire, une liberté nécessaire pour alimenter les institutions démocratiques.

Toutefois, en dépit de leurs différences, Jefferson et Hamilton furent d'accord sur le fait que la croissance économique dépendait de l'ingéniosité et du talent et que, dans le but d'encourager cette ingéniosité et ce talent, les possibilités devraient être ouvertes à tous. Grâce notamment à l'éducation, tous les Américains pourraient grimper l'échelle sociale et économique et réaliser le rêve américain.

« Nous, depuis plus de deux siècles » a martelé Obama « nous avons lutté pour équilibrer les forces que Hamilton et Jefferson ont dû affronter. La cupidité et l'intérêt commun, le marché et la démocratie, la concentration des richesses et le pouvoir, l'égalité formelle et l'égalité réelle ».

Le modèle américain en particulier - et capitaliste en général - est une symbiose entre le gouvernement et le marché. Depuis Jefferson et Hamilton, un consensus a régné en faveur de la création de la prospérité, l'égalité, les incitations à l'innovation et à la prise de risque.

Mais ce consensus « raisonnable » récompensant le succès et mettant les forces créatrices du marché au service du bien commun appartient au passé. En effet, les sociétés modernes et les Etats-Nations semblent avoir perdu le sens de la prospérité pour tous ; ils semblent s'être pliés aux décisions prises dans les salles de conseils d'administration, aux lois de la bourse et du monde de la finance globale, à « l'ethos de l'efficacité ». On promeut aujourd'hui résolument une éthique de la cupidité (ethic of greed), et ceci menace sans aucun doute la stabilité de l'ensemble du système économique global.

La déréglementation et la déresponsabilisation de l'Etat, promues depuis le gouvernement

de Jimmy Carter jusqu'à celui de George W. Bush, ont encouragé la pratique des spéculateurs qui, comme dans le cas d'Enron et de WorldCom, ont augmenté leurs profits, couvert leurs pertes et recouru à la fraude comptable afin de rendre leurs bilans économiques beaucoup plus positifs qu'ils ne l'étaient. Ces pratiques ont provoqué chez les investisseurs une perte de confiance dans le marché des capitaux. Ceci n'est pas du tout le fonctionnement de la sacro-sainte main invisible. Pour que le système soit stable et que les institutions soient compétitives, selon Barack Obama, nous ne devons pas choisir entre un gouvernement (ultra)interventionniste, qui pilote l'économie, et un capitalisme chaotique sans restrictions ; mais restaurer la confiance dans le marché. •